

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 4130

[C — 2007/00147]

14 SEPTEMBRE 2007. — Arrêté royal relatif aux normes minimales, à l'implantation et à l'usage des lieux de détention utilisés par les services de police

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu les recommandations du 17 octobre 2002 faites par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants;

Considérant que l'avis du Conseil consultatif des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai requis et qu'aucune demande de prolongation du délai n'a été formulée; qu'en conséquence, il y a été passé outre;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 septembre 2005;

Vu l'avis de la Ministre de la Justice, donné le 23 janvier 2007;

Vu l'avis 40.604/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 juin 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « cellule de police » : l'infrastructure destinée à la détention d'une personne pour une durée maximale d'en principe 24 heures;

2^o « cellule d'attente » : l'infrastructure destinée à la détention d'une personne pour une durée maximale de 3 heures;

3^o « cellule mobile » : l'infrastructure mobile destinée à la détention d'une ou de plusieurs personnes;

4^o « cellule collective » : une infrastructure destinée à la détention de plusieurs personnes;

5^o « complexe de cellules » : un ensemble de plus de 5 cellules regroupées dans un même bâtiment;

6^o « local de surveillance » : une infrastructure spécialement aménagée pour la surveillance d'un ou de plusieurs mineurs;

7^o « lieu de détention » : une des infrastructures visées aux points 1^o à 6^o, qui est utilisée par les services de police pour incarcérer une ou plusieurs personnes faisant l'objet d'une arrestation administrative ou judiciaire;

8^o « sas » : un système qui empêche l'entrée ou la sortie non contrôlée de personnes;

9^o « espace de fouille » : un espace aménagé pour effectuer en toute discrétion des fouilles au sens de la loi sur la fonction de police;

10^o « espace de rangement » : l'espace destiné à la conservation temporaire des effets personnels d'une personne pendant son incarcération;

11^o « gestionnaire » : le membre du personnel de la police fédérale ou locale chargé de l'organisation du lieu de détention.

CHAPITRE II. — Implantation

Art. 2. Les lieux de détention ne peuvent être visibles à partir d'une zone accessible au public.

Art. 3. Un complexe de cellules et une cellule collective comprennent un sas, un espace de fouille, un espace de rangement et un espace sanitaire avec au moins une douche. Un complexe de cellules et une cellule collective ne peuvent être aménagés que dans l'infrastructure et sous la surveillance d'un service de police assuré en permanence.

Art. 4. Un local de surveillance est toujours séparé des autres lieux de détention.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 4130

[C — 2007/00147]

14 SEPTEMBER 2007. — Koninklijk besluit betreffende de minimumnormen, de inplanting en de aanwending van de door de politiediensten gebruikte opsluitingsplaatsen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de aanbevelingen van 17 oktober 2002 van het Europees Comité inzake de voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen;

Overwegende dat het advies van de Adviesraad van burgemeesters niet regelmatig binnen de voorgeschreven termijn gegeven is en dat geen verzoek om verlenging van de termijn gedaan is; dat er bijgevolg aan is voorbijgegaan;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 2 september 2005;

Gelet op het advies van de Minister van Justitie, gegeven op 23 januari 2007;

Gelet op het advies 40.604/2 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o « politiecel » : de infrastructuur voor de opsluiting van één persoon voor een maximale duur van in principe 24 uren;

2^o « wachtcel » : de infrastructuur voor de opsluiting van één persoon voor een duur van maximaal 3 uren;

3^o « mobiele cel » : de verplaatsbare infrastructuur voor de opsluiting van één of meerdere personen;

4^o « collectieve cel » : infrastructuur voor de opsluiting van meerdere personen;

5^o « cellencomplex » : een geheel van meer dan vijf politiecellen die in éénzelfde gebouw gegroepeerd zijn;

6^o « toezichtslokaal » : een infrastructuur die speciaal ingericht is voor het onder toezicht houden van één of meerdere minderjarigen;

7^o « opsluitingsplaats » : één van de infrastructuren bedoeld in 1^o tot 6^o die wordt gebruikt door de politiediensten om één of meerdere personen op te sluiten die het voorwerp uitmaken van een bestuurlijke of gerechtelijke vrijheidsberoving;

8^o « sas » : systeem dat het ongecontroleerd binnen- of buitengaan van personen verhindert;

9^o « fouilleringsruimte » : een ruimte ingericht voor het discreet uitvoeren van fouilleringen in de zin van de wet op het politieambt;

10^o « opbergruimte » : de ruimte bestemd voor het tijdelijk bewaren van de persoonlijke voorwerpen van een persoon tijdens zijn vrijheidsberoving;

11^o « beheerder » : het personeelslid van de federale of lokale politie belast met de organisatie van de opsluitingsplaats.

HOOFDSTUK II. — Inplanting

Art. 2. De opsluitingsplaatsen mogen niet waarneembaar zijn vanuit een voor het publiek toegankelijke zone.

Art. 3. Een cellencomplex en een collectieve cel omvatten een sas, een fouilleringsruimte, een opbergruimte en een sanitaire ruimte met minimaal één douche. Een cellencomplex en een collectieve cel kunnen enkel worden ingericht in de infrastructuur en onder toezicht van een permanent bezette politiedienst.

Art. 4. Een toezichtslokaal wordt steeds afgescheiden van andere opsluitingsplaatsen.

Art. 5. Chaque cellule de police contient une toilette. Dans les autres lieux de détention, les personnes privées de leur liberté doivent recevoir la possibilité de satisfaire leurs besoins naturels.

CHAPITRE III. — Normes techniques

Section 1^{re}. — Normes communes

Art. 6. Un lieu de détention, fixe ou mobile, répond aux normes techniques suivantes :

- 1° avoir partout une hauteur libre d'au moins 2,5 m;
- 2° avoir un niveau d'éclairage permettant d'assurer la surveillance permanente, électronique ou non, ainsi que la lecture et l'écriture;
- 3° avoir une aération qui permette un renouvellement du volume d'air à raison d'au moins 30 m³ par heure ;
- 4° avoir un chauffage qui garantis une température minimale de 18 °C pendant l'utilisation du lieu de détention.

Section 2. — Normes spécifiques

Art. 7. Chaque lieu de détention est construit dans des matériaux faciles à désinfecter et résistants à la violence physique. Les portes ont au moins 3 points d'ancrage non accessibles de l'intérieur. Les portes s'ouvrent toujours vers l'extérieur. L'aménagement du lieu de détention est conçu de manière à rendre difficiles les blessures, l'automutilation et le suicide. La tuyauterie, la commande de l'éclairage et du chauffage ainsi que le mécanisme de rinçage de la toilette ne sont pas accessibles à partir de l'intérieur du lieu de détention.

Art. 8. Les matériaux utilisés dans les lieux de détention sont au moins ignifuges ou anti-feu (classe 2), sauf si l'autorité compétente prescrit des normes plus sévères.

Chaque complexe de cellules est équipé d'un système de détection d'incendie et dispose d'un plan d'évacuation approuvé par le commandant local des pompiers, conformément aux normes en vigueur en la matière.

Le gestionnaire d'un complexe de cellules édicte les règlements d'ordre intérieurs nécessaires pour le contrôle de l'application des dispositions du présent arrêté et est responsable du bien-être des personnes privées de leur liberté.

Art. 9. Les lieux de détention doivent pouvoir être observés de l'extérieur sans devoir ouvrir la porte. Ils sont équipés d'un système de communication dont le signal doit parvenir au service qui assure la permanence.

Art. 10. A l'intérieur des lieux de détention, des caméras peuvent aider à assurer la surveillance à condition que les personnes mises en cellule bénéficient d'un minimum d'intimité lors de l'utilisation de la toilette.

La présence de caméras doit être signalée formellement à toutes les personnes incarcérées, sauf décision contraire de l'autorité judiciaire.

Art. 11. Une cellule de police :

- 1° a une superficie au sol d'au moins 4,5 m²;
- 2° est équipée d'un lit solidement fixé de 200 cm sur 90 cm afin de permettre de séjourner dans des conditions dignes avec au moins une couverture, un matelas et un gobelet;
- 3° a, lorsqu'elle est destinée aux détentions dépassant 24 heures, une superficie au sol d'au moins 7 m² et est équipée d'une table et d'un siège ancrés au sol.

Art. 12. Une cellule d'attente a une superficie au sol d'au moins 4 m² et est au minimum équipée d'un siège ancré au sol.

Art. 13. Un local de surveillance a une superficie d'au moins 5 m² et est au minimum équipé d'un siège et d'une table ancrés au sol.

Les locaux de surveillance sont dotés d'une porte résistant à l'agression, qui n'a pas l'apparence d'une porte de cellule. Tout grillage est interdit. Ces locaux sont équipés d'un mobilier résistant à l'agression.

Art. 14. A l'intérieur d'une cellule collective, un espace d'au moins 2 m² est prévu par personne. A l'intérieur de cet espace minimal, chaque personne mise en cellule dispose d'un siège ancré au sol.

Art. 15. Les cellules collectives et les complexes de cellules disposent de l'infrastructure nécessaire à la conservation et à la distribution hygiéniques des repas.

Art. 5. Elke politiecel omvat een toilet. De personen opgesloten in de andere opsluitingsplaatsen moeten de mogelijkheid krijgen om hun natuurlijke behoeften te doen.

HOOFDSTUK III. — Technische normen

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke normen

Art. 6. Een opsluitingsplaats, vast of mobiel, voldoet aan de volgende technische normen :

- 1° minimaal en overall een vrije hoogte van 2,5 m hebben;
- 2° een verlichtingsniveau hebben dat het permanent toezicht, al dan niet elektronisch, verzekert en het lezen en schrijven mogelijk maakt;
- 3° een verluchting hebben die het verversen van het luchtvolume met minimaal 30 m³ per uur toelaat;
- 4° een verwarming hebben die, tijdens het gebruik van de opsluitingsplaats, een temperatuur van minimaal 18°C verzekert.

Afdeling 2. — Specifieke normen

Art. 7. Elke opsluitingsplaats wordt opgebouwd uit gemakkelijk te desinfecteren materialen, bestand tegen fysiek geweld. De deuren hebben minimaal 3 verankeringspunten die niet via de binnenzijde toegankelijk zijn. De deuren draaien steeds naar buiten open. De inrichting van de opsluitingsplaats is zodanig opgevat dat verwondingen, zelfverminking en suïcidaal gedrag worden bemoeilijkt. De leidingen alsmede de bediening van de verlichting en de verwarming evenals het spoelmechanisme van het toilet zijn niet via de binnenzijde van de opsluitingsplaats bereikbaar.

Art. 8. De materialen gebruikt in de opsluitingsplaatsen zijn minimaal brandverend of brandvertragend (klasse 2), behoudens strengere normen opgelegd door de bevoegde overheden.

Een branddetectiesysteem en een evacuatieplan, goedgekeurd door de plaatselijke brandweercommandant overeenkomstig de ter zake geldende normen, zijn aanwezig in elk cellencomplex.

De beheerder van een cellencomplex voorziet in de nodige inwendige reglementen voor de controle op de toepassing van de bepalingen van dit besluit en is verantwoordelijk voor het welzijn van de van hun vrijheid beroofde personen.

Art. 9. De opsluitingsplaatsen moeten van buiten uit geobserveerd kunnen worden zonder de deur te moeten openen. Zij worden uitgerust met een communicatiesysteem, waarvan het signaal op een permanent bezette dienst moet toekomen.

Art. 10. In opsluitingsplaatsen mogen camera's de bewaking helpen verzekeren op voorwaarde dat de opgesloten personen minimum de privacy genieten bij het gebruik van het toilet.

De aanwezigheid van camera's moet aan alle opgesloten personen uitdrukkelijk worden gemeld, behoudens andersluidende beslissing van de gerechtelijke overheid.

Art. 11. Een politiecel :

- 1° heeft minimaal 4,5 m² vloeroppervlakte;
- 2° heeft een verankerde rustbank van 200 cm bij 90 cm om een verblijf in menswaardige omstandigheden te kunnen doorbrengen met minstens een deken, een matras en een drinkbeker;
- 3° heeft, in geval van een verblijfsduur van meer dan 24 uur, een minimale oppervlakte van 7 m² en omvat een verankerde tafel en zitmogelijkheid.

Art. 12. Een wachtcel heeft minimaal 4 m² vloeroppervlakte en is minimaal met een verankerde zitmogelijkheid uitgerust.

Art. 13. Een toezichtslokaal heeft minimaal 5 m² vloeroppervlakte en is minimaal uitgerust met een verankerde tafel en zitmogelijkheid.

De toezichtsklokken zijn met een agressiebestendige deur uitgerust, zonder het uitzicht te hebben van een celdeur. Traliewerk is niet toegelaten. Deze lokalen omvatten agressiebestendig meubilair.

Art. 14. In een collectieve cel is voor elke persoon minimaal 2 m² beschikbaar. Binnen deze minimale oppervlakte beschikt elke opgeslotene over een verankerde zitmogelijkheid.

Art. 15. De collectieve cellen en cellencomplexen beschikken over de nodige infrastructuur om de maaltijden op een hygiënische manier te kunnen bewaren en verdelen.

CHAPITRE IV. — *Circonstances particulières*

Art. 16. D'autres lieux de détention que les cellules collectives peuvent exceptionnellement être utilisés pour plusieurs personnes du même sexe, pour autant que l'incarcération ne dépasse pas 3 heures et qu'une superficie libre de 2 m² par personne soit respectée.

CHAPITRE V. — *Disposition transitoire*

Art. 17. Les lieux de détention existants ainsi que ceux non encore existants mais dont l'adjudication des travaux est antérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté, doivent être adaptés aux normes minimales du présent arrêté au plus tard endéans les 20 ans de son entrée en vigueur, à l'exception des dispositions de l'article 11 auxquelles ils doivent répondre, selon le cas, endéans les trois ans de la réception des travaux ou de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere omstandigheden*

Art. 16. Andere opsluitingsplaatsen dan de collectieve cellen kunnen uitzonderlijk voor meerdere personen van hetzelfde geslacht gebruikt worden voor zover de opsluiting niet langer dan 3 uren duurt en er per persoon een vrije oppervlakte van 2 m² in acht wordt genomen.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepaling*

Art. 17. De bestaande opsluitingsplaatsen alsmede de nog niet bestaande opsluitingsplaatsen waarvan de aanbesteding der werken dateert van vóór de inwerkingtreding van dit besluit, moeten uiterlijk binnen de 20 jaar na die inwerkingtreding aan de minimale normen van dit besluit zijn aangepast, met uitzondering van de bepalingen van artikel 11 waaraan uiterlijk, naar gelang van het geval, binnen de drie jaar na oplevering of na inwerkingtreding van dit besluit moet zijn voldaan.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 19. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 september 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 4131

[C - 2007/12367]

17 AOÛT 2007. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 4 juillet 2005, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs, relative aux conditions de travail des ouvriers et ouvrières (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 4 juillet 2005, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs, relative aux conditions de travail des ouvriers et ouvrières.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 4131

[C - 2007/12367]

17 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 juli 2005, gesloten in het Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers, betreffende de arbeidsvoorwaarden van de werklieden en werksters (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 4 juli 2005, gesloten in het Paritair Subcomité voor de schoeiselindustrie, de laarzenmakers en de maatwerkers, betreffende de arbeidsvoorwaarden van de werklieden en werksters.

Art. 2. Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.